



Centre de documentation
de Mirabeau

Centre de documentation Inter-directions
de Montparnasse

La veille documentaire

Travail, Emploi, Formation professionnelle

Sélection N° 5 mai 2018

- ▶ [Travail - Dialogue social](#)
- ▶ [Santé - Sécurité au travail](#)
- ▶ [Emploi - Chômage](#)
- ▶ [Formation professionnelle - Apprentissage](#)
- ▶ [Économie - Entreprise](#)
- ▶ [Europe - International](#)

Ouvrages – Études-Rapports
Notes d'analyse
Articles de revues spécialisées

Travail – Dialogue social

■ Ouvrages – Études – Rapports - Notes d'analyse

- ▶ **Les accords agréés en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés : guide pratique -**
Ministère du travail, mars 2018, 123 p.

Le présent guide pratique vise à proposer aux acteurs de l'entreprise et des services de l'État un appui méthodologique pour s'approprier le sujet, faciliter et dynamiser la négociation collective par la mise en œuvre des accords. Il tend également à enrichir le dialogue entre les négociateurs des accords et les pouvoirs publics chargés de leur agrément, de leur suivi et de leur contrôle.

→ [Consulter le document en ligne](#)

- ▶ **Le Comité social et économique : 100 questions-réponses pour les acteurs de la vie de l'entreprise**

Ministère du travail, février 2018 (mis en ligne le 19 avril 2018), 66 p.

L'ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales a réformé profondément le paysage de la représentation du personnel dans l'entreprise. Afin d'apporter des réponses concrètes aux questions que peuvent se poser les acteurs de la vie de l'entreprise (salariés, employeurs, représentants du personnel notamment) sur la mise en place du comité social et économique et la gestion de la période transitoire jusqu'au 31 décembre 2019, les attributions du CSE, son



fonctionnement ou bien encore sur le rôle des représentants, le ministère du Travail a élaboré une série de 100 questions – réponses.

→ [Consulter le document en ligne](#)

► Questions/réponses sur la rupture conventionnelle collective (RCC)

Ministère du travail, avril 2018, 13 p.

La rupture conventionnelle collective doit-elle être justifiée par un motif économique ? Exclut-elle tout licenciement ? En quoi diffère-t-elle des plans de départs volontaires autonomes ? Comment s'articule-t-elle avec les dispositifs antérieurs (PDV autonome, PSE, plans "mixtes") ? Ce sont quelques-unes des questions auxquelles répond le ministère du Travail dans un "questions/réponses" mis en ligne mercredi 11 avril 2018. Le document est organisé en six parties, consacrées successivement à "l'usage de la RCC", à l'accord portant RCC, aux conséquences de la RCC pour les salariés, à l'information du comité social et économique, à la procédure de validation par la Direccte et aux obligations de revitalisation.

→ [Consulter le document en ligne](#)

► Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires

Julien Dive

Assemblée nationale, rapport n° 817, 30 mars 2018, 65 p.

Selon l'auteur, l'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires constitue une réponse claire à un objectif aujourd'hui largement partagé : faire que le travail paie. Son effet sera d'autant plus grand qu'il peut potentiellement concerner tout salarié, près d'un salarié à temps complet sur deux effectuant des heures supplémentaires, selon l'INSEE, en 2014. Cette proportion serait légèrement inférieure pour les heures complémentaires effectuées par les salariés à temps partiel, mais resterait significative – plus d'un tiers.

→ [Consulter le document en ligne](#)

► Le voile au travail

Fatima Achouri

Fauves, 2018, 85 p.

Ce guide présente le dispositif législatif encadrant le port de signes religieux en droit du travail et dresse un panorama des pratiques en vigueur dans les autres pays européens.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[D TRA ACH\]](#)

► L'essentiel du droit du travail

Dominique Grandguillot

Gualino, 2018, 176 p.

Synthèse de l'ensemble des connaissances en droit du travail et en droit social, y compris sur le chômage. Un panorama du droit positif régissant les rapports entre le salarié et son employeur. A jour des ordonnances « Travail » et de leur décrets.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Montparnasse \[Cote DGEFP PR 03 6 GRA\]](#)

► l'essentiel du droit du travail : les relations collectives

Franck Petit

Gualino, 2018, 180 p.

Une approche sur le droit des relations collectives et ses représentations : la représentation syndicale, les institutions représentatives du personnel, les conflits collectifs et la négociation collective.

→ [Consulter l'ouvrage dans les Centres de documentation de Mirabeau \[Cote D TRA PET\] ou de Montparnasse \[Cote DGEFP PR 03 6 PET\]](#)

► Pour qui, pourquoi travaillons-nous ?

Jacques Ellul

La table ronde, 2018, 253 p.



Cet ouvrage rassemble de manière chronologique et thématique, les considérations de l'auteur sur le travail. Elles sont ici mises en perspective pour mettre en avant l'importance grandissante de ce thème dans sa pensée et l'évolution de son analyse sur plusieurs décennies.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote EUR SOT ELL\]](#)

► La force du droit : éléments pour une sociologie du champ juridique

Pierre Bourdieu

Editions de la Sorbonne, 2017, 78 p.



Le sociologue expose sa conception du champ juridique dans un article publié en 1986 dans la revue Actes de la recherche en sciences sociales. Le texte est précédé d'une présentation de la sociologue du droit Liora Israël.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote SGI GEN BOU\]](#)

► Le marché du travail : l'esprit libéral et la revanche du politique

Jean Vercherand

PIE-Peter Lang, 2018, 277 p.



Dans un contexte de chômage de masse, de précarité et d'inégalités sociales au sein des pays développés, l'auteur analyse l'histoire économique et sociale des XIXe et XX siècles. L'incapacité à contrer la crise de l'emploi est expliquée par l'incompréhension du fonctionnement du marché du travail et des causes réelles de la croissance économique.

→ [Consulter l'ouvrage dans les centres de documentation de Mirabeau \[Cote EMP MAR VER\] ou de Montparnasse \[Cote DGEFP TR 05 4 VER\]](#)

► Les relations professionnelles en 2017 : un panorama contrasté du dialogue social dans les établissements ?

Fabrice Romans (Dares)

Dares Analyses, n°2018-015, 12 février 2018, 8 p.



Cette étude présente les premiers résultats de l'enquête Relations professionnelles et négociations d'entreprise de 2017, réalisée par la Dares. Ces dernières années, les relations professionnelles dans les établissements se caractérisent par une moindre implication des salariés et, dans le même temps, par une baisse de la conflictualité. La négociation collective reste très marquée par les obligations légales. Cependant, un dialogue social au-delà des obligations formelles a souvent pu s'organiser, notamment pour discuter de l'organisation et des conditions de travail.

→ [Consulter le document en ligne](#)

► Les bureaux d'études à l'épreuve de l'organisation par projet

Sébastien Petit

CEET, Connaissance de l'emploi, n° 141, avril 2018, 4 p.



Depuis deux décennies, l'organisation du travail par projet s'est imposée dans de nombreux secteurs d'activité. L'activité de conception dans les bureaux d'études n'échappe pas à ce mode d'organisation, notamment dans l'industrie aéronautique, qui constitue le cadre de la recherche sur laquelle s'appuie ce Connaissance de l'emploi. Ce dernier

examine comment ce type de fonctionnement a contribué à rationaliser et à intensifier le travail des concepteurs industriels, qui demeure cependant caractérisé par une certaine autonomie.

→ [Consulter le document en ligne](#)

■ Articles de revues spécialisées

► **Le droit français de la modification du contrat de travail pour motif économique bousculé par la CJUE**

Laetitia Driguez

Droit social, n° 4, avril 2018, p. 356-363

A travers ces deux nouveaux arrêts, la Cour de justice accorde à la directive relative aux licenciements collectifs une portée inédite. En France, cette jurisprudence pourrait retentir sur le régime juridique des propositions de modification du contrat pour motif économique tout comme sur celui applicable à certains changements des conditions de travail. De façon plus immédiate, elle confirme les doutes quant à la compatibilité avec le droit de l'Union européenne des futurs accords de performance collective.

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Daloz\)](#)

► **Les élections des représentants du personnel au comité social et économique (4ème partie) : l'organisation matérielle des élections (Etude)**

Fabrice Signoretto

Revue pratique de droit social, n° 876, avril 2018, p. 131-138

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Mirabeau](#)

CGVH ► **La négociation collective sous domination de l'accord d'entreprise (2ème partie) - Dossier Les ordonnances (III)**

Aude Le Mire

Revue pratique de droit social, n° 876, avril 2018, p. 81-98

Cette deuxième partie du dossier aborde les points relatifs à la négociation en l'absence de délégués syndicaux, ceux de la validité des accords collectifs et de la "sécurisation" judiciaire dont ils sont l'objet.

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Mirabeau](#)

► **Quels avenir pour le droit du travail ? Dossier d'articles**

Emmanuel Dockès (Coord.)

Droit social, n° 3, mars 2018, p. 216-292

Innovation sociale, contrat de travail, licenciement, représentation collective des salariés, enjeux de santé, réglementation du temps de travail, statut des demandeurs d'emploi, intermédiaires du marché du travail... Au prisme d'une analyse de la récente réforme du droit du travail, 15 auteurs présentent leur vision des enjeux du droit du travail dans les années à venir.

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Daloz\)](#)

► **Le recours aux modèles-types de lettres de licenciement : quelle sécurisation ?**

La Semaine Juridique Social, n° 14, Avril 2018, 18-25 p.

Comme annoncé par les articles L. 1232-6, L. 1233-6 et L. 1233-42 du Code du travail, le décret n° 2017-1820 du 29 décembre 2017 a établi « des modèles types de lettres de notification de licenciement ». Sitôt adoptée, cette mesure a fait l'objet d'une modification.



Afin de faciliter les éventuels amendements aux modèles, la loi de ratification n° 2018-217 du 29 mars 2018 prévoit en effet que ces modèles seront dorénavant fixés par « un arrêté du ministre chargé du travail » plutôt que par décret en Conseil d'Etat.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)
→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)

► La négociation collective dans les entreprises dépourvues de délégué syndical

La Semaine Juridique Social, n° 13, Avril 2018, 14-22 p.

2, 10, 11, 20, 49, 50... La litanie des chiffres n'est ici que l'écho de l'organisation donnée par l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017 à la négociation collective dans les entreprises dépourvues de délégués syndicaux. La volonté d'en permettre le déploiement est perceptible. Celle de donner le maximum de lisibilité au corpus normatif l'est moins. Or, au déploiement, la complexité constitue un obstacle qui ne saurait être sous-estimé.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)
→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)

► Publication de la loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social

La semaine juridique. Entreprise et affaires, n° 14, 5 avril 2018, p. 15-19

Analyse en quatre points : contrat de travail et rupture du contrat de travail, instances représentatives du personnel, négociation collective, réorganisations.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)
→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)

► Les principes dits " de faveur " ont-ils vécu ?

Antoine Jeammaud

Revue de droit du travail, n° 3, mars 2018, p. 177-188

Nombre de juristes savants, et d'autres acteurs de la vie du droit, appellent " principe de faveur ", en les confondant sous cette dénomination, deux authentiques principes (" jumeaux ") du droit du travail français. Deux normes ayant cette qualité et cette autorité jusqu'aux réformes subies par le Code du travail en 2016 et 2017. Or, de fortes raisons incitent à considérer que, si elles demeurent positives avec statut de règles générales et de principe, ces deux normes ne méritent plus cette qualification de " principes " selon une compréhension un peu rigoureuse du concept.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

► Le droit du travail à l'épreuve des plateformes numériques

Mathilde Julien / Emmanuelle Mazuyer

Revue de droit du travail, n° 3, mars 2018, p. 189-198

Les plateformes de crowdworking mettent en relation leurs utilisateurs avec une multitude d'internautes pour l'exécution d'une activité, une prestation, un travail. Au-delà de l'apparence d'une interface technique d'intermédiation très largement ouverte, quel est leur rôle, au cœur de la relation qu'elles instaurent ? A rebours des idées originelles de partage de l'économie collaborative, ces plateformes capitalistes, dont Uber est l'archétype, exercent une forte emprise sur le travailleur, notamment par l'utilisation d'algorithmes, et valorisent les échanges se déployant à grande échelle par leur

intermédiaire. Comment le droit peut-il saisir les situations de dépendance, voire d'exploitation, pour offrir protection à ces travailleurs victimes de la révolution numérique dont d'autres profitent ?

→ Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse

► **La revalorisation du salaire minimum : l'emprise de l'expertise économique. A propos du groupe d'experts du 1er décembre 2017**

Gwenola Bargain

Revue de droit du travail, n° 3, mars 2018, p. 199-205

Au 1er janvier 2017, 10,6 % des salariés étaient concernés par la revalorisation du SMIC horaire (chiffres Dares). Compte tenu de ses enjeux sociétaux, économiques et politiques, toute réforme des modalités de fixation du salaire minimum se révèle particulièrement sensible. Chaque année, depuis 2009, un groupe d'experts se prononce sur les orientations à prendre en matière de revalorisation du SMIC. Entièrement composé d'économistes, ce groupe préconise, dans son dernier rapport, de réviser les règles de détermination du salaire minimum, en mettant fin à son indexation automatique. A la lecture de ces analyses, plusieurs questions se posent : les règles de fixation du SMIC doivent-elles relever de la seule expertise économique ? Quelles sont les fonctions du salaire minimum ? Celui-ci se résume-t-il à un dispositif de lutte contre la pauvreté ?

→ Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse

► **Un nouveau programme pour la justice du travail. Amélioration et simplification de la procédure civile, 2018. Projet de loi de programmation pour la justice, 2018-2022**

Frédéric Guiomard

Revue de droit du travail, n° 3, mars 2018, p. 229-232

Les dispositions du projet de loi de programmation pour la justice sont trop délicates à interpréter pour dresser un portrait clair de ce que pourrait être la justice civile après la réforme envisagée. Cet article essaie néanmoins, à titre prospectif, d'imaginer l'impact que cette réforme pourrait avoir sur la justice du travail, tant au niveau des juridictions que des procédures.

→ Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse

► **Jouer / Travailler**

Collectif d'auteurs

Travailler, n° 39, 2018, p. 7-160

Les rapports sont complexes entre jeu et travail. Le jeu est perçu tantôt du côté de la subversion des contraintes de travail, tantôt situé du côté de la reproduction de la domination quand l'entrée dans le jeu est imposée par l'organisation du travail. Après un état des lieux des débats actuels le dossier examine le jeu dans divers domaines : l'éducation, les parcs d'attraction, la télé réalité, le travail de jeu des comédiens.

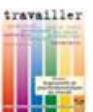
→ Consulter la revue au Centre de documentation de Mirabeau

► **Le périmètre d'application des critères d'ordre des licenciements économiques. Modalités de fixation après Ord. n° 2017-1387, 22 sept. 2017**

Stéphane Béal / Cécile Terrenoire

La semaine juridique. Entreprise et affaires, n° 13, 29 mars 2018, p. 51-60

L'ordonnance n° 2017-1387 a modifié les dispositions relatives à l'application des critères d'ordre des licenciements économiques. Ces évolutions concernent notamment l'obligation d'appliquer les critères d'ordre pour tout projet de licenciement comportant une ou plusieurs suppressions de postes. Ainsi, si le motif économique s'apprécie au seul niveau de



l'entreprise, la définition d'un périmètre d'application des critères d'ordre des licenciements, inférieur à l'entreprise est possible par accord PSE. Le contenu de l'accord PSE ou du document unilatéral relève de la compétence du juge administratif.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

► **La modification du contrat de travail. Procédure - Conséquences du refus du salarié**

Michel Morand / Gwennaëlle François

Liaisons sociales. Les thématiques, n° 58, avril 2018, p. 5-91

Le thème de la modification du contrat de travail occupe peu de place dans le Code du travail. En conséquence, il est revenu à la jurisprudence d'encadrer les conditions dans lesquelles l'employeur peut ou non, imposer au salarié des évolutions dans la relation de travail. Ce guide étudie l'impact des accords collectifs et des usages sur le contrat, sa modification par les parties contractantes, la nature juridique des éléments modifiés, la mise en œuvre de la modification, les conséquences du transfert d'entreprise sur le contrat, le refus par le salarié de la modification. En fin de numéro, un point spécial sur l'accord de performance collective qui consacre le recul du contrat de travail devant la toute-puissance de l'accord d'entreprise.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lamyline\)](#)



► **Les données numériques au travail : entre protection des salariés et droit de contrôle des employeurs (dossier)**

Grégoire Loiseau / Arnaud Martinon (Sous la direction)

Les cahiers sociaux, n° 306, avril 2018 p. 220-236

À l'approche de l'entrée en vigueur du règlement général sur la protection des données (RGPD) le 25 mai prochain, les entreprises doivent adapter leurs pratiques. Il n'est plus seulement question désormais de déclarer les systèmes de traitement automatisé de données : la déclaration disparaît au profit d'un suivi de conformité et les règles s'appliquent à toute espèce de traitement de données à caractère personnel. Différents juristes analysent dans ce dossier les innovations qu'apportent cette nouvelle législation.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)



► **Réforme du code du travail : le comité social et économique**

Jean-Paul Antonmattei / Damien Chenu / Gwennaëlle François / Michel Morand / Christine Neau-Leduc / Gérard Vachet / Pierre-Yves Verkindt

Revue de jurisprudence Sociale, n° 4, avril 2018, p. 263-282

Dans un calendrier échelonné, les entreprises concernées devront mettre en place le comité économique et social (CSE), Instance unique de représentation du personnel, au plus tard le 31 décembre 2019. C'est une évolution majeure singulièrement dans les entreprises où existent délégués du personnel (DP), comité d'entreprise et CHSCT, car passer de trois instances à une ne conduit pas à maintenir des pratiques identiques même si le nouveau CSE récupère les attributions des défunctes. Ce redécoupage offre l'occasion d'un audit de la situation et des pratiques existantes afin de trouver les périmètres adéquats.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)



► **Comité social et économique (CSE) : 2^e partie – Missions et attributions**

Collectif d'auteurs

Social Pratique, n° 721 – cahier n° 2, 25 avril 2018 87 p.

L'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017 créant le CSE a été définitivement adoptée par la loi de ratification des ordonnances du 29 mars 2018 après validation par le

Conseil Constitutionnel. Ce supplément qui fait suite au n° 718 de mars 2018, « Comité social et économique : tout savoir pour se convertir à la nouvelle instance » présente l'ensemble des attributions du CSE, en soulignant les possibilités renforcées de négociation des partenaires sociaux afin d'aménager au mieux le dialogue social dans l'entreprise.

Santé – Sécurité au travail

■ Ouvrages – Études – Rapports - Notes d'analyse

▶ Travail et bien-être psychologique

L'apport de l'enquête CT-RPS 2016

Thomas Coutrot

Document d'études Dares, n° 217, 14 mars 2018, 53 p.

Comment le travail peut-il contribuer au bien-être psychologique des personnes ? Quels sont les conditions de travail et les facteurs psychosociaux, de risque ou d'épanouissement, qui jouent le plus ? Pour quels métiers le travail impacte-t-il le plus le bien-être, en positif ou en négatif ? Et si, comme l'a montré une récente étude du Cepremap, le bien-être psychologique des personnes est nettement corrélé à leur comportement électoral, en va-t-il de même pour les conditions de travail ? L'enquête Conditions de travail-Risques psychosociaux de 2016 (CT-RPS 2016) permet d'éclairer ces questions de façon inédite.

→ [Consulter le document en ligne](#)

▶ Pour une socio-histoire de la reconnaissance en maladie professionnelle. Fondements et dynamiques de la réparation des cancers liés au travail

Sylvie Platel

CEET - Centre d'études de l'emploi et du travail, Rapport de recherche, n° 105, mars 2018, 55 p.

L'indemnisation des maladies professionnelles est régie par des principes restrictifs établis il y a plus d'une centaine d'années. La force des rapports sociaux antagoniques et inégaux qui marquèrent la construction de la législation des risques professionnels en régit encore de nos jours tant sa mise en application que son évolution, entraînant retard et restrictions dans la connaissance et la prévention des maladies professionnelles. Les cancers liés au travail, qui souffrent chroniquement de sous-reconnaissance en maladie professionnelle, sont amplement concernés par ce phénomène. Examen des logiques qui sous-tendent le principe restrictif de l'indemnisation des pathologies professionnelles et comment la réparation des cancers liés au travail s'est inscrite dans ce contexte.

→ [Consulter le document en ligne](#)

■ Articles de revues spécialisées

▶ Le C.H.S.C.T. est mort, vive la C.S.S.C.T. !

La Semaine Juridique Social, n° 14, Avril 2018, 13-17 p.

La « commission santé, sécurité et conditions de travail » n'est pas la nouvelle dénomination du CHSCT. Elle permet certes de spécialiser des représentants du personnel sur les questions relatives à la santé au travail. Mais, simple composante du comité social et économique dépourvue de la personnalité morale, sa mise en place, sa composition, ses attributions et ses moyens sont originales.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)



→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)

► **Après les ordonnances, plus dure sera la prévention**

Joëlle Maraschin

Santé et travail, n° 102, avril 2018, p. 14-15

Rapide état des lieux sur l'impact des ordonnances sur la prise en charge des questions de santé au travail.

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Mirabeau](#)

► **L'avenir compromis des chômeurs malades ou inaptés**

Isabelle Mahiou

Santé et travail, n° 102, avril 2018, p. 16-18

Alors que le gouvernement vient de renforcer les mesures de contrôle à l'égard des chômeurs et d'accroître l'arsenal des sanctions, il paraît évident qu'il faudrait surtout améliorer l'aide apportée aux demandeurs d'emploi qui ont des problèmes de santé ou d'inaptitude.

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Mirabeau](#)

► **En finir avec l'usure physique**

Collectif d'auteurs

Santé et travail, n° 102, avril 2018, p. 25-41

De nombreux salariés sont exposés à d'importantes contraintes physiques : charges lourdes, postures pénibles, travail debout, vibrations. Risques sur la santé à long terme, ces contraintes engagent le maintien dans l'emploi, notamment pour les salariés vieillissants. Les activités de services, la logistique ou la santé sont des secteurs à forte pénibilité physique. Les modes d'organisation et de management accroissent d'autre part les contraintes de rythme et l'hyper sollicitation des corps. Ce dossier, à travers divers exemples, démontre qu'il est possible de développer des pistes pour faire de la prévention une priorité.

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Mirabeau](#)

Emploi - Chômage

■ **Ouvrages – Études – Rapports - Notes d'analyse**

► **Travail et emploi en France au XXI^e siècle**

Nicolas Danglade / Miguel Sarziers

Bréal, 2018, 203 p.

Une synthèse sur les grandes questions portant sur le travail en France au XXI^e siècle et les nombreuses problématiques économiques et sociales qui en découlent : revenu universel, chômage de masse, précarité, burn-out, uberisation, métropolisation, délocalisation et robotisation.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote SCI SOT DAN\]](#)

► **L'embauche et la gestion du personnel dans les associations**

Henri Busnel

Territorial, 2018, 143 p.





Les associations sont soumises au droit du travail et aux difficultés de la gestion du personnel au même titre que les entreprises privées. Ce guide fait le point sur différents aspects de la gestion des ressources humaines dans les associations, du projet d'embauche à la conclusion d'un contrat de travail en passant par la gestion du bénévolat.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Montparnasse \[Cote DGEFP TR 10 3.2.2 BUS\]](#)

► **L'emploi des travailleurs handicapés : statut, contrat de travail, prestations sociales, aides à l'emploi**

Gwénaëlle Leray

Gereso, 2018, 203 p.



Un tableau complet des questions relatives à l'emploi d'un travailleur handicapé, notamment sur la reconnaissance de son statut, son environnement socio-professionnel, les obligations légales de l'entreprise et les aides sociales. A jour des ordonnances Macron.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Montparnasse \[Cote DGEFP TR 10 10 6.2 LER\]](#)

► **La qualité de travailleur handicapé : contribution à l'étude de l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap**

Aude Roccasalva-Serrano

Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2017, 464 p.



La spécialiste du droit social étudie les changements dans le domaine de l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap depuis la reconnaissance de leur qualité de travailleur handicapé, une législation de 2005. Selon elle, représentant un premier pas, cette procédure facilite l'insertion mais ne remplace pas une législation spécialisée.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Montparnasse \[Cote DGEFP TR 10 10 6.3 ROC\]](#)

► **Intelligence artificielle et emploi. Rapport à la ministre du Travail et au secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Numérique**

Salima Benhamou (rapp.) / Lionel Janin (rapp.)

France stratégie, mars 2018, 90 p.



L'intelligence artificielle conduira à des transformations profondes du travail. Pour s'y préparer, le rapport passe au crible trois secteurs – transports, bancaire et santé –, élabore des scénarios d'évolution et propose des pistes d'action.

→ [Consulter le document en ligne](#)

► **Réduction des contrats aidés : offrir une alternative crédible au secteur associatif. Rapport d'information n° 321**

Alain Dufaut/Jacques-Bernard Magner

Sénat, février 2018, 81 p.

Les contrats aidés ont été créés afin de permettre aux publics les plus éloignés du marché du travail d'obtenir un emploi à travers des contrats spécifiques pour lesquels l'embauche et l'accompagnement sont encadrés et appuyés financièrement par l'Etat. Ils visent à améliorer l'employabilité de leurs bénéficiaires en leur permettant d'acquérir une expérience professionnelle et des compétences en situation de travail, d'accéder à une formation et de bénéficier d'un accompagnement professionnel personnalisé.

La forte réduction du volume des contrats aidés à l'été 2017 a conduit la mise en place



d'une mission d'information sur les conséquences de la baisse des contrats aidés dans le secteur associatif. L'objectif était double : analyser la réalité des critiques portées par le Gouvernement sur ce dispositif ; mesurer l'impact de cette mesure sur le secteur associatif. L'analyse se conclut par quatorze recommandations afin de réunir les conditions concrètes pour assurer le succès des parcours emploi compétences.

[→ Consulter le document en ligne](#)

► **L'emploi des seniors**

Alain Cordesse

Avis du CESE, n° 14, avril 2018, 138 p.

Les taux d'activité et d'emploi des seniors sont en hausse régulière mais des inégalités demeurent en matière d'emploi et de formation qui remettent en cause la sécurisation des parcours professionnels. Leur surreprésentation parmi les chômeurs de longue durée, la suppression de politiques publiques de l'emploi favorables à l'insertion et au maintien dans l'emploi des seniors ou encore la permanence des préjugés à leur égard sont autant de signaux que la collectivité, dans son ensemble, doit prendre en compte pour agir sur la qualité de l'emploi et garantir une cohésion sociale entre les générations.

[→ Consulter l'avis – la note de synthèse\(2 p.\)](#)



■ **Articles de revues spécialisées**

► **Le paradoxe des emplois non pourvus**

Judith Chétrit / Valérie Auribault

Liaisons sociales. Magazine, n° 191, avril 2018, p. 18-27

Malgré un taux de chômage de 8,6 %, presque 10 % des offres d'emploi ne trouvent pas preneur. En cause : attractivité des offres, formations éloignées, conditions de travail ou rémunérations jugées mal adaptées. L'article présente les expériences d'entreprises ou de branche qui tentent de remédier aux problèmes. Quant à l'Etat la solution réside dans la mise en place d'un vaste plan de formation des chômeurs dès cette année.

[→ Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

[→ Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lamyline\)](#)



► **Réglementation des aides d'Etat à la restructuration : une justification aux contraintes de production**

Juliette Rey

Revue économique, n° 2, mars 2018, p. 225-239

Cet article analyse l'effet des aides d'Etat à la restructuration sur l'investissement des bénéficiaires et des concurrents. Ces aides sont soumises à des mesures compensatoires prenant le plus souvent la forme de contraintes sur la production des bénéficiaires, car l'aide peut conduire à un effet d'éviction de l'investissement des rivaux. L'article cherche à savoir s'il existe une justification à ces contraintes.

[→ Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Cairn\)](#)



► **Le contrôle juridictionnel de l'ordre des licenciements : entre continuité et rupture, la recherche de nouveaux équilibres**

Marguerite Kocher

Revue de jurisprudence Sociale, n° 4, avril 2018, p. 283-287

Ces derniers temps, différentes réformes ont modifiées la physionomie générale de l'ordre des licenciements. Ces réformes s'organisent autour de deux principaux axes : d'une part, le partage du contentieux entre les juridictions judiciaires et administratives à la faveur du



transfert du contrôle du plan de sauvegarde de l'emploi vers l'administration et, d'autre part, l'extension des possibilités de modulation de l'ordre des licenciements.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

Formation professionnelle - Apprentissage

■ Ouvrages – Études – Rapports - Notes d'analyse

▶ Formation et emploi – Edition 2018

Institut national de la statistique et des études économiques
INSEE 2018, 138 p.

Analyses portant sur les sortants du système éducatif, leur insertion et la formation continue.

→ [Consulter l'ouvrage au centre de documentation de Montparnasse \[Cote DGEFP TR 12 1 INSEE FOR 2018\]](#)



▶ Dictionnaire de la formation : apprendre à l'ère numérique

Denis Cristol
ESF sciences humaines, 2018, 238 p.

Ce dictionnaire réunit plus de 700 entrées qui éclairent les modalités de la pédagogie et de l'apprentissage avec les technologies numériques.

→ [Consulter l'ouvrage au centre de documentation de Montparnasse \[Cote DGEFP TR 12 0 CRI\]](#)



▶ Activité de conception du formateur et formation professionnelle

Les Dossiers des sciences de l'éducation, n° 28
Presses universitaires du Midi, 2018, 187 p.

Une synthèse sur la formation professionnelle qui s'attache aux situations d'interactivité avec les apprentis et expose les principales dimensions de la formation telles que la conception, la transmission ou l'accompagnement.

→ [Consulter l'ouvrage au centre de documentation de Montparnasse \[Cote DGEFP TR 12 5.3 ACT\]](#)



▶ Interactions tutorales et apprentissages en situation de travail

Recherche et formation, n° 83
ENS Editions, 2018, 105 p.

Recueil de contributions sur les liens entre tuteurs et apprentis dans le cadre de formations professionnelles, ainsi que sur la construction des compétences et le potentiel de transmission.

→ [Consulter l'ouvrage au centre de documentation de Montparnasse \[Cote DGEFP TR 12 7.1 INT\]](#)



▶ Zadig après l'école : pourquoi les décrocheurs scolaires raccrochent-ils ?

Joël Zaffran / Juliette Vollet
Le Bord de l'eau, 2018, 221 p.

Une étude sur le raccrochage scolaire qui explique pourquoi et comment certains jeunes en rupture scolaire recourent à des dispositifs qui leur permettent de réintégrer le système,



tels que le microlycée, l'école de la deuxième chance ou l'établissement public d'insertion de la Défense.

→ [Consulter l'ouvrage au centre de documentation de Montparnasse \[Cote DGEFP CC 01 1.7 ZAF\]](#)



► Les politiques de l'éducation en France

Antoine Prost / Lydie Heurdiere

La Documentation française, 2017, 624 p.

Présentation de l'histoire des politiques éducatives en France, des décrets du premier Empire jusqu'en 2017, en passant par la loi du 8 juillet 2013 pour la refondation de l'école. Avec plus de cent textes fondateurs commentés notamment des lois, des circulaires, des discours et des mémoires.

→ [Consulter l'ouvrage au centre de documentation de Montparnasse \[Cote DGEFP CC 01 1.3 HEU\]](#)

► 20 ans d'insertion professionnelle des jeunes : entre permanence et évolutions

Collectif d'auteurs

Céreq Essentiels, n° 1, avril 2018, 196 P

Depuis 20 ans, les enquêtes Génération visent à éclairer la connaissance sur l'insertion professionnelle des jeunes et aident au pilotage des politiques publiques qui l'accompagnent. Selon les éditions, entre 20 000 et 55 000 jeunes sortis la même année du système scolaire ont été interrogés sur leurs premières années de vie active. Ce travail de synthèse et d'analyse sur longue période est l'occasion d'une prise de recul utile au moment où le champ de la relation formation emploi connaît, ou s'apprête à connaître, une série de réformes.

→ [Consulter le document en ligne](#)

► L'orientation des jeunes

Laure Delair / Albert Ritzenthaler

Avis du CESE, n° 12, avril 2018, 92 p.

→ [Consulter l'avis – La note de synthèse \(4 p.\)](#)

► Un plan pour co-construire une société apprenante

François Taddei

Rapport, avril 2018, 88 p.

Ce rapport, remis aux ministres de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et du Travail, préconise 30 mesures opérationnelles visant à améliorer les pratiques en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie.

→ [Consulter le document en ligne](#)

► Quelle économie pour les formations professionnelles continues à visée écologique ?

Alexandre Meliva / Christèle Gauthier

Céreq Etudes, n° 14, avril 2018, 71 p.

Cette étude présente les résultats de l'enquête Former vert menée auprès des organismes de formation continue sur la transition verte des formations professionnelles en France.

→ [Consulter le document en ligne](#)





► Les différents visages des formations continues à visée écologique

Alexandre Meliva / Christèle Gauthier

Bref Céreq, n° 363, avril 2018, 4 p.

Pour de nombreux métiers et secteurs professionnels, la transition écologique suppose l'adaptation des savoirs et des compétences, donc la mise en œuvre de formations spécifiques. Si l'actualisation des diplômes et des certifications a bien été engagée, le renouvellement de l'offre de formation elle-même est plus complexe à mesurer. Quels types de formations écologiques sont proposés, et à quels publics ? Quels sont les niveaux de formation, les cibles d'emploi et les domaines professionnels visés par les organismes formateurs ? A travers une analyse économique de ce secteur émergent, l'enquête Former vert propose quelques éléments de réponse.

→ [Consulter le document en ligne](#)

► Quelles pratiques de formation et de tutorat pour les salariés en contrat aidé ?

Marie Rey

Dares Analyses, n° 016, avril 2018, 10 p.

Quel que soit le type de contrat, plusieurs situations peuvent être identifiées. La première, plus fréquente en CUI-CIE, correspond à des salariés bénéficiant d'un tutorat renforcé mais sans formation. Les autres situations se distinguent par l'intensité de l'accompagnement et de la formation : ainsi, 87 % des emplois d'avenir ont à la fois des formations et un tutorat intensif (30 % des CUI-CAE ; 44 % des CUI-CIE), alors que 47 % des CUI-CAE ont une formation et un tutorat non compensé par cette activité. Enfin dans le secteur marchand, les employeurs forment davantage les salariés qu'ils veulent garder après la fin de l'aide de l'Etat.

→ [Consulter le document en ligne](#)

■ Articles de revues spécialisées

► Réforme de la formation : big bang ou pschitt ?

Nadia Graradji

Actualités sociales hebdomadaires, n° 3055, 6 avril 2018, p. 18-20

Alors que le gouvernement engage une réforme de la formation professionnelle, le moment est venu de s'interroger sur l'efficacité de cette formation dans le secteur social et médico-social. Les 400 millions d'euros dédiés sont-ils employés à bon escient ? Les programmes sont-ils adaptés aux besoins des établissements ? La réforme impactera-t-elle le secteur et dans quel sens ?

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Montparnasse](#)

► Apprentissage : Dernière ligne droite avant la réforme

Benjamin D'alguerre

Entreprise & Carrières, n° 1383, 30 avr. – 6 mai 2018, p. 4-7

Muriel Pénicaud a présenté son projet de loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » en Conseil des ministres le 27 avril 2018. Pour le gouvernement qui veut « développer massivement » l'apprentissage et en faire une voie d'excellence et de réussite pour tous les jeunes, tout l'art consistera aussi à changer le regard des Français sur l'enseignement professionnel.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)



Économie - Entreprises

■ Ouvrages – Études – Rapports - Notes d'analyse

▶ Macroéconomie

Isabelle Waquet / Marc Montoussé
Bréal, 2018, 239 p.



Cet ouvrage présente un cours synthétique illustré d'encadrés présentant la formalisation mathématique et son application. Avec, en fin de chaque chapitre, des exercices corrigés pour s'entraîner aux examens et évaluer ses connaissances.

→ [Consulter l'ouvrage au centre de documentation de Mirabeau \[Cote ECO MIA MON\]](#)

▶ Tableaux de l'économie française

INSEE

Insee, 2018, 270 p.



L'ouvrage traite cinq grands domaines : territoire-population, emploi-revenus, conditions de vie-société, économie-finances et système productif. Il fournit des informations sur la France et des données permettant de la situer par rapport à d'autres pays de l'Union européenne ou du monde

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote INSEE REF TEF\]](#)

▶ Perspectives économiques pour le XXI^e siècle. Vers un autre New Deal ?

Pierre-Alain Schieb / Rudolf Müller

L'Harmattan, 2018, 211 p.



Economistes et consultants ayant notamment travaillé pour l'OCDE, les auteurs analysent l'économie mondiale depuis 1950 et livrent leurs réflexions concernant son évolution jusqu'en 2050. Ils s'interrogent sur l'avenir de la mondialisation ou les effets des nouvelles technologies sur la croissance, l'économie et la vie quotidienne. Après avoir examiné les racines et l'évolution de la mondialisation, ils étudient l'impact de la crise de 2008-2009 et envisage des scénarii de croissance et de développement économique. La dernière partie suggère un certain nombre de solutions illustrées par exemple dans l'économie de la santé ou de l'hydrogène ou la bioéconomie industrielle.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote ECO ECO SCH\]](#)

▶ Industrie : un moteur de croissance et d'avenir

Marie-Claire Cailletaud (rapp.)

CESE, mars 2018, 162 p.

Cet avis traite de l'industrie en tant que système productif global, liant les filières industrielles entre elles. Il souligne l'importance des écosystèmes territoriaux, de la formation pour élever les qualifications de toutes et tous, de la recherche, des moyens financiers et de la construction d'un projet d'avenir partagé. Il insiste enfin sur la transformation anthropologique du travail qui s'opère et qui sera décisive pour l'avenir de l'industrie.

Le rapport se structure en trois parties : l'industrie en France et ses évolutions, les causes de la désindustrialisation française, un nouveau mode de développement qui nécessite de bâtir une véritable politique industrielle.

→ [Consulter le document en ligne](#)



► **L'entreprise, objet d'intérêt général. Rapport remis à la Ministre du travail**

Jean-Dominique Sénard / Nicole Notat/ Jean-Baptiste Barfety

Ministère de la transition écologique et solidaire/ Ministère de la justice / Ministère de l'économie et des finances / Ministère du travail, mars 2018, 123 pages

Comment favoriser une prise en compte sur le long terme des intérêts des actionnaires, des salariés et des parties prenantes de l'entreprise ? Comment placer la responsabilité de l'entreprise au cœur du droit des sociétés ? Quels statuts et quelles modalités de gouvernance permettraient aux entreprises de poursuivre des buts plus larges que la réalisation du profit ? Quels outils juridiques et techniques permettraient d'affirmer l'intérêt collectif propre à l'entreprise ? Telles sont les questions posées dans le présent rapport par les auteurs qui, au terme de leurs travaux, présentent une série de recommandations d'ordre législatif, concernant des cadres juridiques optionnels, et à l'attention des praticiens et des administrations.

→ [Consulter le document en ligne](#)

► **Engagement des entreprises pour l'emploi des travailleurs handicapés**

Frédérique Lellouche /Brigitte Dumont / Natalia Pouzyreff

France Stratégie, avril 2018, 64 pages

La Plateforme RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) réunit depuis 2013 les parties prenantes de la RSE en France : entreprises, partenaires sociaux, organisations de la société civile, réseaux d'acteurs, chercheurs et institutions publiques. Se fondant sur une analyse des enjeux et à partir d'un recensement des bonnes pratiques des entreprises, elle a formulé quinze recommandations pour encourager les entreprises à prendre des initiatives volontaires en faveur de l'embauche et du maintien dans l'emploi en milieu ordinaire des travailleurs handicapés. Leviers de la formation, recrutement, accompagnement des travailleurs handicapés, reconnaissance des bonnes pratiques, qualité du dialogue entre parties prenantes et innovation sociale sont passés au crible de cette analyse.

→ [Consulter le document en ligne](#)

► **Le fait religieux dans l'entreprise**

Virginie Renaux-Personnic / Joël Colonna

P.U.F. d'Aix-Marseille, 2018, 114 p.

Le fait religieux est de plus en plus présent dans le monde de l'entreprise, que ce soit des demandes d'absences pour des fêtes, le port ostentatoire d'un signe religieux ou encore le refus de travailler avec des personnes de l'autre sexe. Les contributions proposent des analyses et des réponses aux DRH, praticiens et managers, contraints de gérer au quotidien ces différents phénomènes.

→ [Consulter l'ouvrage dans les Centres de documentation de Mirabeau \[Cote DS ENT REN\]](#)

■ **Articles de revues spécialisées**

► **Le voile dans l'entreprise (Dossier d'articles)**

Alexia Gardin /Jean-Philippe Lhernould (Coord.)

Droit social, n° 4, avril 2018, p. 312-355

Au sommaire : Autour du principe de neutralité dans l'entreprise (Alexia Gardin, Jean-Philippe Lhernould) ; Cachez ce voile que je ne saurais voir ! (Denis Martin) ; Le critère « religion ou convictions », même sens et même portée à Luxembourg et à Strasbourg ? (Gwénaëlle Calvès) ; L'exigence de neutralité, entre discrimination directe et indirecte (Jean



Mouly); *Neutralités d'entreprise et neutralités d'Etat : tendances asymétriques en droit belge* (Louis-Léon Christians, Léopold Vanbelligen); *Les outils méthodologiques et conceptuels développés par la CEDH face à la Grèce, pays à religion dominante : quels enseignements pour un Etat laïc comme la France ?* (Barbara Palli); *Neutralité religieuse dans l'entreprise : le droit français au prisme du droit européen* (Hélène Nasom-Tissandier).
→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Daloz\)](#)

► **RGPD et RH : dernière ligne droite pour les entreprises**

La Semaine Juridique Social, n° 15-16, Avril 2018, 11-17 p.

Le 25 mai 2018 marquera l'entrée en vigueur du Règlement général sur la protection des données (« RGPD ») applicable dans l'ensemble de l'Union européenne. Quels que soient la taille de leurs entreprises et leurs domaines d'activité, les employeurs doivent adopter une approche pragmatique pour assurer la conformité de leurs systèmes de traitement de données RH, d'ici le 25 mai prochain et ce, alors même que l'ensemble de l'environnement juridique applicable à la protection des données personnelles n'est pas encore entièrement figé. Dans cette perspective, il est utile de rappeler les principales évolutions et d'identifier les outils dont les entreprises devront se doter dans leur démarche de mise en conformité.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)

► **Que peut-on attendre en droit du travail d'une modification de " l'objet social " de l'entreprise ? (suite)**

Marylise Léon / Fabrice Angei

Revue de droit du travail, n° 3, mars 2018, p. 171-176

Deux articles pour conclure cette analyse sur « l'objet social » de l'entreprise : *modifier l'objet social de l'entreprise pour favoriser le changement de modèle de développement, réorienter la finalité sociale de l'entreprise.*

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

Europe - International

■ **Ouvrages – Études – Rapports - Notes d'analyse**

► **Les cultures d'entreprise européennes : au défi d'un nouveau monde**

Yves Barou / Philippe d'Iribarne / François Jullien / Christian Monjou

Cercle des DRH européens, 2017, 330 p.

La culture propre aux entreprises européennes représente une force stratégique dans la conquête de nouveaux marchés mondiaux. Les contributions s'intéressent à deux de ses principaux atouts, la place des femmes et celle du numérique.

→ [Consulter l'ouvrage au centre de documentation de Mirabeau \(Cote ENT GES BAR\)](#)

► **L'essentiel du droit des institutions de l'Union européenne 2018**

Stéphane Leclerc

Gualino, 2018, 160 p.

Présentation synthétique de la construction européenne et du fonctionnement des institutions, de leurs pouvoirs et des procédures décisionnelles. Tient compte du

référendum du 23 juin 2016 sur le Brexit.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote EUR DROI LEC\]](#)

► **Salaire minimum : du coût salarial au niveau de vie, une comparaison France, Allemagne et Royaume-Uni**

Odile Chagny / Sabine Le Bayon / Catherine Mathieu / Henri Sterdyniak

IRES, Document de travail, n° 1.2018, mars 2018, 58 p.

La plupart des pays développés ont aujourd'hui un salaire minimum, toutefois, le salaire brut est une notion juridique. Ce qui importe du point de vue économique est le coût du travail pour l'entreprise, et le revenu disponible (tenant compte des prestations et des impôts) des ménages de salariés payés au salaire minimum. Ce document présente une comparaison des salaires minima en vigueur en 2017 en France, Allemagne et Royaume-Uni, à l'aide de cas-type, du point de vue du coût du travail, puis du niveau de vie des salariés. En ce qui concerne le coût du travail au salaire minimum, il apparaît qu'il n'est pas particulièrement élevé en France. En ce qui concerne le revenu disponible, la comparaison de différentes configurations de temps de travail et de situations familiales met en évidence des logiques différentes dans les trois pays.

→ [Consulter le document en ligne](#)

■ **Articles de revues spécialisées**

► **La dimension sociale de la gouvernance économique européenne**

Konstantina Chatzilaou

Revue de droit du travail, n° 3, mars 2018, p. 233-243

Qui tente d'examiner la dimension sociale de la "gouvernance économique de l'UE, est confronté à deux difficultés majeures : la multiplicité des normes et des mécanismes qui forment cette gouvernance économique, la lecture des nombreux documents techniques pour les lecteurs non formés aux sciences économiques ni familiers des statistiques. En dépit de ces difficultés, l'étude de la dimension sociale de la gouvernance économique s'avère nécessaire. En effet, les mécanismes de coordination nouvellement mis en place au sein de l'UE marquent l'émergence d'un ensemble de normes, reflétant une vision du droit social très particulière et ont vocation à affecter tous les droits nationaux du travail et de la protection sociale.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

